

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGUERRE SEE

8 Z.A. Errobi
64 250 Itxassou

Références : ED/UbD40-64B/D2026
Code AIOT : 0005204641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement AGUERRE SEE implanté au lieu dit Hiribérria 64250 Itxassou. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGUERRE SEE
- Hiribérria 64250 Itxassou
- Code AIOT : 0005204641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Aguerre est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 03/IC/348 du 19 juin 2003, une carrière à ciel ouvert de graves et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'Itxassou, sur une superficie de 23 000 m², pour une durée de 20 ans.

Cette autorisation a fait l'objet d'un arrêté complémentaire n° 05/IC/333 du 19 juillet 2005 pour l'actualisation du montant des garanties financières et de l'arrêté complémentaire n° 4641/2018/008 du 30 mai 2018 pour la modification des conditions d'exploitation et notamment le remblayage avec apport de déchets extérieurs.

Par arrêté complémentaire n° 4641/2021/006 du 12 avril 2021, la durée d'exploitation a été prolongée jusqu'au 19 juin 2028.

La production maximale autorisée de la carrière est de 12 000 tonnes par an. Cette activité est associée à une installation de criblage des matériaux d'une puissance de 25 kW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Périmètre, production et durée	AP Complémentaire du 12/04/2021, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Prescriptions générales	AP Complémentaire du 12/04/2021, article 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.7	Demande d'action corrective	6 mois
14	Plan de gestion des déchets d'extraction	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 5.8	Demande d'action corrective	3 mois
15	Remblayage	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 5.9	Demande d'action corrective	2 mois
17	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation autorisée	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.6	Sans objet
8	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 12/04/2021, article 5	Sans objet
9	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.1	Sans objet
10	Épaisseur d'extraction	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 5.3	Sans objet
11	Gradins	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.4	Sans objet
12	Banquettes	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.5	Sans objet
13	Zone d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.6	Sans objet
16	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 6.1	Sans objet
18	Constitution des garanties financières	AP Complémentaire du 12/04/2021, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a permis de constater que l'exploitation est correctement réalisée, avec des abords bien entretenus.

Toutefois, bien qu'il s'agisse d'une petite exploitation, et que nous n'avons aucune plainte, il est nécessaire de satisfaire aux demandes de suivi réglementairement prescrit soit par l'arrêté préfectoral d'autorisation, soit par des arrêtés ministériels.

Il est donc demandé à l'exploitant de mettre en place une organisation pour satisfaire notamment :

- la remise en état des parcelles périphérique et des parties sommitales de l'exploitation, afin d'avancer dans la remise en état du site et éviter la colonisation des surfaces par des espèces végétales invasives ;
- de réaliser les contrôles réglementaires : eau, bruits ;
- de mettre à jour les documents de suivi : plan d'exploitation, plan de gestion des déchets, registre et plan de remblaiement ;
- d'assurer la traçabilité sur le registre national pour les apports de déchets extérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation autorisée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Installation autorisée
Prescription contrôlée : La S.E.E. AGUERRE dont le siège social se situe Maison "Ibarberri" à ITXASSOU (64) est autorisée, à exploiter la carrière à ciel ouvert de graves et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune d'ITXASSOU au lieu dit "Hiriberia". L'activité autorisée relève des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement suivante: A- 2510-1 : Exploitation de carrière d'une superficie de 23 000 m ² dont 12 000 m ² d'extraction NC - 2515 : Installation de criblage : Puissance installée de 25 kW NC - 2517 : Station de transit de produits minéraux : Superficie ≤ 2 500 m ²
Constats : La S.E.E. AGUERRE n'exploite ce site que pour les activités autorisées : extraction de matériaux alluvionnaires, criblage de ces matériaux, et remblayage de la carrière avec des terres et cailloux pour sa remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre, production et durée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre, production et durée
Prescription contrôlée : Conformément au plan de l'annexe I susvisé, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées dans la section A sous le numéro 1275. <ul style="list-style-type: none">• La superficie totale est de : 23 000 m²• La superficie d'extraction autorisée est d'environ : 12 000 m²• Le tonnage total à extraire est d'environ : 196 000 m³ (densité de 1,4)• La production maximale annuelle autorisée est de : 12 000 t. L'autorisation d'exploitation de la carrière est accordée sous réserves des droits des tiers jusqu'au 19 juin 2028. Cette durée inclut la remise en état de la carrière. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire. Les travaux d'extraction des matériaux devront être arrêtés six mois au moins avant l'échéance d'autorisation. La remise en état de la carrière devra être achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation.
Constats : La piste d'accès sur la parcelle n° 398 a été condamnée. Toutefois des aménagements annexes aux opérations de remblaiement de la carrière ont été réalisés et n'ont pas encore été remis en état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de finaliser la remise en état de la parcelle n° 398, afin de la restituer à son état initial, c'est à dire boisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Prescriptions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2021, article 3.1
Thème(s) : Situation administrative, Prescriptions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation délivrée vaut pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans le dossier de demande n° C01-0703 du 29 août 2002 et dans l'étude d'impact, ainsi que dans le dossier de modification des conditions d'exploitation et de remise en état n° 17-040 de janvier 2018 et dans le dossier de demande de prolongation de la durée d'exploitation n° 20-043 de novembre 2020, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble du site est correctement entretenu, toutefois il convient d'engager des opérations d'ensemencement et de plantation pour éviter de laisser des zones nues, surfaces propices à la prolifération d'espèces invasives.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'engager rapidement des opérations d'ensemencement et de plantations des surfaces dont la remise en état est terminée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : 3.4.1.1. - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux ou des sols. 3.4.1.2. - Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement de matières fermentescibles dangereuses, d'hydrocarbures et de tout résidu susceptible de polluer les eaux superficielles et souterraines. 3.4.1.3. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux sont construits selon les règles de l'art. Ils doivent porter, en caractères apparents, mention de leur contenu. Ils sont installés dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égal à la plus grande des deux valeurs ci-après: <ul style="list-style-type: none">• 100 % du volume du plus grand réservoir ;• 50 % du volume total des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres la capacité de rétention doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 1000 litres (à la capacité totale lorsque celle là est inférieure à 1000 litres). Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité immédiate de l'orifice, sont mentionnés de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir. 3.4.1.4. - Les réservoirs enterrés de liquides inflammables doivent être soit : <ul style="list-style-type: none">• à doubles parois en acier conformes à la norme NFM 88 513 ou équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique ou acoustique ;• placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse. 3.4.1.5. - Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. 3.4.1.6. - Les produits ainsi collectés ne peuvent être rejetés et doivent soit être réutilisés soit être éliminés par un organisme agréé dans les conditions prévues à l'article 3.6.3 ci-dessous.
Constats : Le moteur thermique et le groupe hydraulique de l'unité de criblage, sont placés au-dessus d'une rétention métallique étanche. Cette rétention commence à être encombrée. Présence de 2 sacs de produits absorbants à proximité de l'unité de criblage, facilement accessibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire nettoyer la rétention sous l'unité de criblage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les émissions sonores sont mesurées conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>3.5.1.1. - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conforme à la réglementation en vigueur (pour les engins de chantier : décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).</p> <p>3.5.1.2. - L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, haut-parleurs, avertisseurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>3.5.1.3. - L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix est soumis à son approbation. Les frais en sont supportés par l'exploitant.</p> <p>3.5.1.4. - L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.</p> <p>3.5.1.5. - Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées, le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesures des niveaux sonores a été réalisée les 22 septembre et 4 octobre 2022. Les mesures, de fréquence triennale, n'ont pas été réalisées en 2025.</p> <p>Il a été constaté sur l'unité de criblage, une dégradation prononcée du revêtement caoutchouté des goulottes d'évacuation des matériaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de remettre en état toutes les protections phoniques de l'unité de criblage avant le début des campagnes de travaux en 2026.</p> <p>Dans un délai maximum de 3 mois, l'exploitant fait réaliser un contrôle des nuisances sonores selon les dispositions de l'article 3.5.1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : 3.6.1. - Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits. 3.6.2. - Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques. 3.6.3. - Les déchets qui ne peuvent pas être revalorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées. Il tient à disposition de l'inspecteur des installations classées un registre sur lequel sont mentionnés, pour chaque type de déchet : <ul style="list-style-type: none">• l'origine, la composition, le code de la nomenclature et la quantité ;• le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement et la date de l'enlèvement ;• la destination précise des déchets et leur mode d'élimination. Les documents justificatifs de l'exécution des opérations ci-dessus, sont également tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. 3.6.4. - Tout brûlage à l'air libre est interdit.
Constats : Il n'est pas constaté de stockage de déchets sur le site, ni de brûlage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : 3.7.1. - L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. 3.7.2. - Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours. 3.7.3. - la date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie, ainsi que les observations sont consignées dans un registre d'incendie 3.7.4. - La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler : <ul style="list-style-type: none">• des moyens de secours ;• des stockages présentant des risques ;• des locaux à risques ;• des boutons d'arrêt d'urgences ;• ainsi que les diverses interdictions.
Constats : La dernière formation à la lutte contre les incendies a été réalisée le 12 juin 2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de refaire un exercice à la mise en œuvre des moyens de lutte contre un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2021, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit être conduite selon le phasage prévu aux pages 13 à 16 du dossier de demande de prolongation de la durée d'exploitation n° 20-043 de novembre 2020, joint en annexe 1 du présent arrêté
Constats : L'exploitation est arrivée dans la dernière phase des travaux, et correspond au plan de phasage prescrit dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Technique de décapage
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.
Constats : Il n'y a plus d'opération de décapage. La terre végétale a été conservée sur le site pour la remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2018, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Épaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : La puissance exploitée sera d'environ de 10 mètres. La côte minimale du carreau ne sera pas inférieure à la cote 59 mètres NGF.
Constats : La cote minimale d'extraction est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gradins
Prescription contrôlée : L'exploitation sera conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 6 mètres.
Constats : Les travaux d'extraction ont été conduits avec des gradins n'excédant pas 6 mètres de haut.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Banquettes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Banquettes
Prescription contrôlée : En cours d'exploitation, les banquettes devront être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques. En aucun cas cette largeur ne pourra être inférieure à 5 mètres.
Constats : Les banquettes en exploitation ont une largeur d'au moins 5 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Zone d'infiltration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'infiltration
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un drainage des eaux de ruissellements issues des zones décapées vers un ou des bassin(s) d'infiltration sur l'emprise du site. Il sera levée un merlon en limite aval du site afin de contenir l'ensemble de ces eaux sur l'emprise de la carrière.
Constats : Le bassin et le drainage des eaux pluviales semblent correctement mis en place et fonctionnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2018, article 5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes a été mis à jour en juillet 2020. L'exploitant ne dispose pas de la mise à jour de ce document.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan de gestion des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Remblayage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2018, article 5.9
Thème(s) : Risques accidentels, Remblayage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local,• les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. À ce titre, ne sont admis que les déchets inertes externes suivants :<ul style="list-style-type: none">◦ Codes déchets : 17 05 04 et 20 02 02 <p>Outre les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé et des articles 1 et 9 de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>Avant tout stockage définitif des déchets, l'exploitant met en œuvre les modalités de tri suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• vérification des documents d'accompagnement ;• vérification visuelle du chargement du camion ;• déchargement sur une aire de réception spécifique pour vérification de la conformité du déchet ;• évacuation des déchets non autorisés vers une filière adaptée ;• reprise des déchets acceptables pour mise en remblais selon un phasage prédéfini progressant d'ouest vers l'est. <p>De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place des documents relatifs à l'acceptation préalable des déchets.</p> <p>Ces documents d'acceptation préalable des déchets doivent servir à la tenue du registre des apports et du plan permettant de localiser les zones de remblais permettant de localiser chaque lot d'apport. L'exploitant ne dispose pas de ce registre, ni du plan de localisation.</p> <p>L'entreprise ne dispose que d'un seul numéro SIRET, correspondant au siège de l'entreprise. La carrière étant située sur un lieu différent, elle ne dispose pas de son propre numéro SIRET, comme établissement complémentaire.</p> <p>L'exploitant nous informe ne pas avoir pu établir de compte pour accéder à la plateforme centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle doivent être saisie les données relatives à l'accueil des terres excavées et des sédiments.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de régulariser le suivi et la traçabilité des apports extérieurs de terres excavées et de sédiments par :</p> <ul style="list-style-type: none">• Demander le numéro SIRET pour la carrière et transmettre ce numéro à l'inspection,• Établir un compte sur l'application Trackdéchets pour cet établissement complémentaire afin de pouvoir procéder à la saisie sur le registre national de cette plateforme,• Régulariser la saisie de tout les apports depuis le 1^{er} janvier 2026.

De plus, l'exploitant doit tenir à jour son registre avec le plan de localisation des apports, prévu à l'article 5.9 de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2018, ainsi qu'à l'article 12.3.III de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières prescrivant : <i>"L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité."</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords de l'exploitation, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Le site semble correctement fermé et clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2003, article 7
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est envoyé à l'Inspecteur des Installations Classées, établi et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres; • les bords de fouille (avancement de l'exploitation) ; • les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones de remises en état et la nature du réaménagement effectué ; • la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 6.2 ci-dessus et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : Le dernier plan d'exploitation transmis à l'inspection date de juillet 2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai n'excédant pas 3 mois, un plan d'exploitation mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2021, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Constitution des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L.516-1 du Code de l'Environnement dans les conditions suivantes.
Constats : L'exploitation de cette carrière est couverte par un acte de cautionnement valide jusqu'au 19 juin 2028.
Type de suites proposées : Sans suite